

Crédit aux SNF – France • Octobre 2017

Nouvelle accélération des crédits aux SNF

Les crédits aux sociétés non financières accélèrent de nouveau en octobre, leur taux de croissance annuel atteignant + 6,0 %, après + 5,5 % en septembre et + 5,0 % en août. Cette hausse est portée par les principales catégories de prêts : les crédits à l'équipement (+ 8,3 %, après + 7,7 % en septembre), les crédits à l'immobilier (+ 4,3 %, après + 3,8 %) ainsi que les crédits de trésorerie (+ 5,1 %, après + 4,4 %).

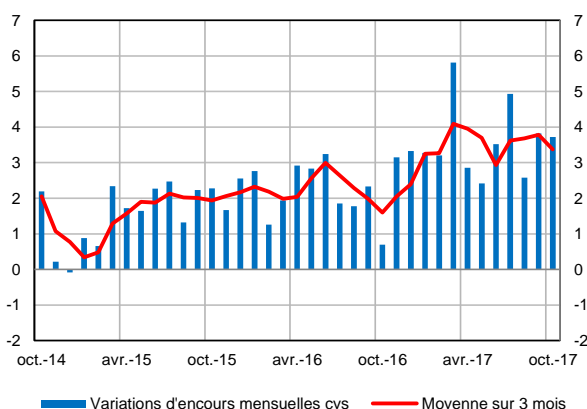
Encours et taux de croissance annuel (données non cvs)

(Encours en milliards d'euros, taux de croissance en %)

	Encours brut	Taux de croissance annuel brut		
		Oct.-17	Août.-17	Sept.-17
Total	954	5,0	5,5	6,0
Investissement	670	5,8	6,1	6,6
Équipement	400	7,4	7,7	8,3
Immobilier	270	3,6	3,8	4,3
Trésorerie	226	3,0	4,4	5,1
Autres	58	3,3	3,5	2,3

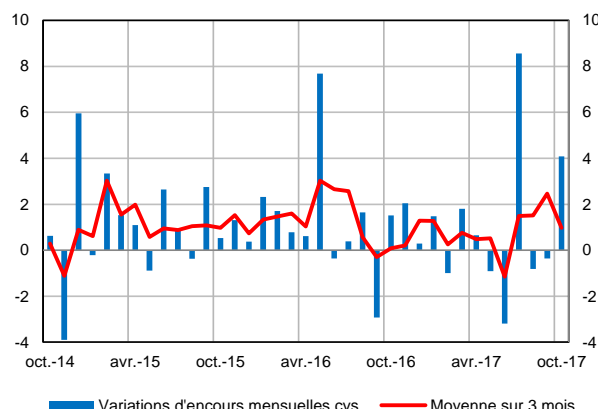
Variation d'encours mensuelles de crédits à l'investissement (données cvs-cjo*)

(Variations d'encours en milliards d'euros)



Variation d'encours mensuelles de crédits de Trésorerie (données cvs-cjo *)

(Variations d'encours en milliards d'euros)



* Les flux nets mensuels cvs-cjo des autres crédits aux SNF ont été répartis entre investissements et trésorerie au prorata de leurs encours

Source et réalisation : BANQUE DE FRANCE – DIRECTION GÉNÉRALE DES STATISTIQUES



Complément

Les sociétés non financières comprennent toutes les entreprises ayant pour activité principale la production marchande de biens et services non financiers, à l'exclusion des entrepreneurs individuels. Les taux de croissance annuel sont calculés en corrigeant notamment les variations d'encours des effets de titrisation et des passages en perte de créances irrécouvrables ainsi que changements de population (à titre d'illustration un reclassement d'une contrepartie du secteur des entreprises vers celui des administrations publiques). En revanche, les effets des variations des cours de change ne sont pas corrigés dans ces données en contrevaletur euros, en particulier parce qu'on ne sait pas dans quelle mesure l'endettement en devises des entreprises est couvert en change.

